

RÉFORME DU FERROVIAIRE

Montreuil, le 28 mai 2018



MOBILISATION DES AGENTS DE MAÎTRISE ET DES CADRES

VOT'ACTION : UN SUCCÈS POUR LA DÉMOCRATIE SOCIALE !

61% des cheminot-e-s ont participé à l'opération *Vot'Action*. C'est un succès sans précédent qui démontre l'intérêt porté à cette réforme. Les cheminot-e-s de tous collèges et de tous Statuts, malgré des consignes hostiles venant du directoire du Groupe Public Ferroviaire, ont plébiscité ce mode d'expression. Faisons vivre son résultat !

Gouvernement et COMEX voulaient faire passer au pas de charge une seconde réforme ferroviaire en 2 ans, en limitant les possibilités de débat, de confrontation. La participation massive à la *Vot'Action* organisée, unitairement par les organisations syndicales représentatives, est la preuve que les cheminots sont concernés par l'avenir de l'entreprise, du ferroviaire. **Le sens de leur engagement traduit leur exigence d'un travail de qualité au service de nos concitoyens, usagers et chargeurs.**

Cette *Vot'Action* est devenue l'affaire de tous.

Un fait majeur de ce dispositif, réalisé en un temps record, est la participation notable de l'encadrement. **Près de 45 % des maîtrises et cadres se sont exprimés.** Ce fait est d'autant plus remarquable que la haute direction de l'entreprise a tout tenté pour délégitimer cette opération dans ses communications et dans ses directives.

La loi Travail a fait du référendum d'entreprise un élément clé des politiques des directions d'entreprises soucieuses de contourner les organisations syndicales représentatives. Disposition qui a été présentée comme une avancée démocratique. Elle devient nettement moins désirable quand ce sont **les représentants des salariés qui initient eux-mêmes un référendum et invitent les salariés à s'exprimer sans aucun chantage à l'emploi.**

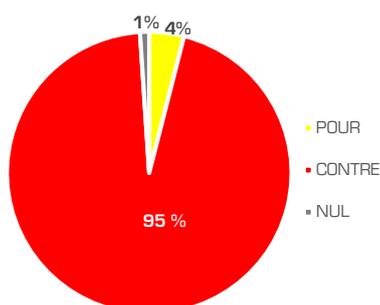
Une initiative syndicale transformée par les cheminots

Toutes les mesures ont été prises par les hauts dirigeants pour faire pression en particulier sur les cadres, afin qu'ils ne puissent pas participer au vote : interdiction de tenir des urnes dans les services de directions centrales, injonctions explicites, voire interdiction de participer au vote...

Cet autoritarisme n'a pas payé. Les cadres ont participé au vote, l'ont réclamé sur de nombreux sites. **Des cadres dirigeants (DET) qui avaient mission d'empêcher celui-ci, y ont eux-mêmes participé.**

Ce geste citoyen, réalisé par des dirigeants en proximité, traduit une défection grandissante dans l'encadrement.

RÉSULTATS DE LA "VOT'ACTION"



Les choix politiques des COMEX :

- tournent le dos aux missions de l'entreprise publique ;
- dégradent le fonctionnement des unités de production et des services ;
- détruisent tout ce qui fait l'utilité et l'efficacité du système ferroviaire.

Ce geste citoyen traduit aussi une fracture entre les hauts dirigeants et les dirigeants opérationnels, amenés à faire de la mauvaise, voire de la sale besogne et nullement protégés des mauvais coups. L'encadrement est ainsi confronté à la déloyauté de hauts dirigeants qui exigent une soumission sans condition.

Cadres Sup, Cadres et agents de Maîtrise donnent leur avis

La Vot'Action a donné à l'encadrement une occasion unique de faire ce que la haute direction ne lui permet jamais : **s'exprimer** ! Cette aspiration à être considéré, à donner son point de vue est vive.

Le résultat de la consultation est sans appel : cette réforme ferroviaire qui répond à des considérations idéologiques, est mal bâtie, ne tient pas compte des besoins des populations, n'a aucune pertinence économique et ne réglerait aucun des grands problèmes auxquels est confrontée l'entreprise.

Ensemble pour le Fer : la réforme pour développer le ferroviaire.

La dette d'Etat, véritable saignée continue pour l'entreprise, a été imposée par des choix politiques parfois justifiés mais non assumés. Aujourd'hui, il y a toujours la nécessité de réaliser de lourds travaux de régénération pour rattraper des années de négligence et de mauvais choix (faits par qui ?). L'annonce d'une reprise de 35 milliards de la dette et les 200 millions annuels supplémentaires sont en soi une première avancée, mais la dette n'est pas reprise entièrement. Il reste 20 Milliards en 2018, sans doute plus encore en 2020 date de la première échéance. De plus, **en modifiant le statut juridique de l'entreprise, les taux d'intérêt risquent de nouveau d'étrangler nos capacités financières.**

Le gouvernement doit entendre une expression unanime !

La participation massive et le résultat sans ambiguïté sont des encouragements pour la CGT. Il nous faut poursuivre la dynamique engagée en libérant totalement la parole des catégories de salariés paradoxalement si méprisées par les hauts dirigeants. Toutes les occasions d'échange ont un seul but : ceux qui font la production au quotidien, doivent pouvoir exprimer leurs difficultés et aspirations concrètes.

Cheminots, Exécution, Agents de Maîtrise, Cadres, ensemble, dégageons les voies à suivre pour réaliser un travail de qualité, efficace, respectueux des immenses savoir-faire des cheminots.

La CGT cheminots, son Union Fédérale des Cadres et Maîtrises appellent tous les collègues de ces collèges à s'inscrire dans un mouvement qui doit peser pour imposer la négociation.

Construisons nos bonnes conditions de vie et de travail, pour donner à notre entreprise le profil qu'elle mérite : une grande entreprise de service public vouée à la satisfaction des besoins de nos concitoyens.